

COMMUNIQUE DE PRESSE

Luxembourg, le 29 avril 2023

La psychiatrie infanto-juvénile – rapport de suivi

Le Contrôleur externe des lieux privés de liberté (CELPL) a effectué une mission de suivi ciblant les unités fermées des hôpitaux psychiatriques accueillant des mineurs placés sur ordre judiciaire au Centre Hospitalier de Luxembourg, aux Hôpitaux Robert Schuman et au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (à « l'Orangerie 3 » ainsi qu'au Centre Thérapeutique de Putscheid). Cette mission, qui a débuté en juin 2022, visait à faire un examen des améliorations implémentées à la suite des missions de contrôle effectuées en 2011, 2014 et 2016 et, plus généralement, de réévaluer la situation actuelle quant au respect des droits de l'homme.

S'il est vrai que les dysfonctionnements graves sur le terrain sont rares, il n'en est pas moins que certains domaines et pratiques réclament une attention accrue :

Premièrement, il est demandé aux institutions hospitalières d'améliorer leur offre en matière de sortie à l'air libre, du droit de visite et plus généralement, d'instaurer un milieu plus propice à la thérapie.

Deuxièmement, le législateur est encouragé à avancer le plus rapidement possible en matière de la réforme de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, afin de fournir enfin aux mineurs placés des garanties juridiques et procédurales accrues.

Troisièmement, le Contrôleur externe estime qu'un placement ne devrait avoir lieu qu'en cas d'avis en ce sens d'un médecin spécialiste en ce domaine, que les critères de placement, respectivement de maintien de ce placement soient fixés d'avance et que les dates de sortie soient communiquées au plus vite aux jeunes concernés.

Enfin, les décideurs politiques sont encouragés à mieux gérer les flux de patients et l'échange d'informations en cas de changement de prestataire de soins, et d'instaurer une plateforme nationale pour la psychiatrie juvénile.

Le Contrôleur externe reste à votre disposition pour toute question, suggestion ou critique.

Claudia MONTI



Ombudsman
Chargée du contrôle externe
des lieux privés de liberté